

Publié le 03/10/2022



## Délibération du Conseil municipal

## Séance du 27 septembre 2022

Le vingt-sept septembre deux mille vingt-deux, à 19 heures et 00 minute, le Conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire à la Mairie, sous la présidence de M. Jean-Paul PAVILLON, Maire.

Convocation adressée le 21 septembre 2022, article L.2121.12 CGCT Liste des délibérations publiée le 29 septembre 2022, article L.2121.25 CGCT

## 22SE2709-03 | Patrimoine communal – acquisition d'un terrain sis Rue David d'Angers – Alignement – SCEA Les 3 Paroisses

Monsieur Jean-Philippe VIGNER, Adjoint au Maire délégué à l'aménagement et au développement économique, expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Considérant l'avis du comité consultatif Aménagement et Transition écologique en date du 19 septembre 2022,

Considérant que la commune a mis en œuvre un emplacement réservé sur la parcelle cadastrée AB 332, sise Rue David d'Angers, propriété de la SCEA des 3 Paroisses afin de pouvoir se porter acquéreur d'un espace nécessaire à l'alignement de la rue et au



réaménagement des liaisons piétonnes et douces dans son intersection avec le Chemin des Grandes Maisons,

Considérant qu'après bornage et arpentage, le bien à acquérir représente une superficie de 57 m²,

En accord avec le Bureau Municipal, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Décide d'acquérir le bien sis Rue David d'Angers cadastré 246 AB 332 d'une superficie de 57 m² consistant en un terrain nu nécessaire à l'alignement de la voie à l'Euro pour tout prix auprès de la SCEA des 3 Paroisses ou de toute autre personne désignée par elle,
- Autorise Monsieur le Maire, ou à défaut son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires et à signer tout document utile à l'exécution de la présente délibération,
- Enfin, pour le cas où l'identité du propriétaire figurant sur l'acte de vente serait différente de celle figurant à la présente délibération ou l'emprise inférieure à celle inscrite, sous réserve que les éléments unitaires constitutifs de l'indemnité restent inchangés, autorise Monsieur le Maire ou à défaut son représentant, à procéder de la même manière, c'est-à-dire à signer l'acte, dispenser la commune de la formalité de purge des hypothèques, payer les indemnités après accomplissement des procédures.

VOTE	
En exercice 33	POUR 31
Présents 27	CONTRE 0
Pouvoirs 4	ABSTENTION 0
Pris part au vote 31	TOTAL 31
Délibération adoptée à l'unanimité	

Le Maire, Jean-Paul PAVILLON

